

dzfjkl

Études économiques et financières

Perspectives économiques régionales

Afrique subsaharienne

.....

OCT 08

©2008 International Monetary Fund

Édition française
Traduction réalisée par les services linguistiques du FMI
sous la direction de Yannick Chevalier-Delanoue
Production : Martine Rossignol-Winner

Cataloging-in-Publication Data

Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — [Washington] :
Fonds monétaire international, 2008.

p. cm. — (Études économiques et financières)

Octobre 08.

French translation of: Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa

Includes bibliographical references.

ISBN 978-1-58906-776-9

1. Economic development — Africa, Sub-Saharan. 2. Inflation (Finance) — Africa, Sub-Saharan. 3. Africa, Sub-Saharan — Economic conditions — 1960- 4. Africa, Sub-Saharan — Economic policy. I. Title: REO. II. International Monetary Fund. III. Series (World economic and financial surveys)
HC800 .R44514 2008

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431, U.S.A.
Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201
Messagerie électronique : publications@imf.org
Internet : www.imfbookstore.org

Table des matières

Sigles et acronymes	v
Principaux messages	1
I. Vue d'ensemble.....	4
L'évolution récente de l'économie mondiale.....	4
Les facteurs internes.....	7
Enjeux macroéconomiques et actions engagées jusqu'à présent.....	15
Perspectives pour 2009 et risques	22
II. Le grand décollage de la croissance en Afrique subsaharienne : leçons et perspectives... 26	26
Vue d'ensemble.....	26
Le décollage de la croissance après 1995.....	27
Les leçons des succès africains.....	29
Croissance, inégalité des revenus et pauvreté en Afrique subsaharienne.....	47
Stratégies et politiques pour pérenniser la croissance	49
Appendice statistique	57
Groupes de pays.....	57
Méthodes d'agrégation.....	57
Composition des groupements régionaux en Afrique	58
Liste des tableaux.....	59
Bibliographie	85
Publications du Département Afrique du FMI, 2004-08	87
Encadrés	
1.1. Évolution des cours des produits de base et des prix dans les pays membres de la CAE.....	13
1.2. Mesures prises au Libéria et au Cameroun	18
1.3. Ciblage des mesures visant à protéger les pauvres de l'impact de la hausse des cours des produits de base : le cas du Sénégal	19
1.4. Comment la politique monétaire doit-elle réagir face à la flambée des cours des denrées alimentaires et des combustibles?.....	20
1.5. Expansion de la production agricole en Afrique subsaharienne.....	23
2.1. Distinction entre pays à croissance forte et faible	31
2.2. Enseignements des études récentes de la croissance.....	32
2.3. Évolution de la productivité en Afrique subsaharienne depuis le milieu des années 90.....	34
2.4. Mozambique : croissance soutenue après la stabilisation.....	36
2.5. L'expérience de la croissance tanzanienne.....	40
2.6. Croissance et transformation structurelle en Ouganda.....	43
2.7. Les miracles de la croissance mauricienne	52
2.8. Les producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne (AfSS) durant les épisodes d'expansion passés et actuel.....	54

Tableaux

1.1. Afrique subsaharienne : principaux indicateurs, 2004–09.....	5
1.2. Afrique subsaharienne : inflation et politique monétaire, 2007–08	9
1.3. Afrique subsaharienne : déficits primaires hors pétrole des pays exportateurs de pétrole.....	10
2.1. Afrique subsaharienne : croissance du revenu et démographie, 1995–2007	30

Graphiques

1.1. Croissance du PIB des pays clients de l'AfSS.....	4
1.2. Cours mondiaux des produits de base.....	4
1.3. Afrique subsaharienne : investissements directs étrangers.....	6
1.4. Afrique subsaharienne : taux d'inflation de divers pays.....	8
1.5. Afrique subsaharienne : taux d'intérêt réels de divers pays.....	9
1.6. Afrique subsaharienne : taux de change effectifs réels des pays exportateurs et importateurs de pétrole	12
1.7. Afrique subsaharienne : taux de change effectifs réels dans la zone franc	12
1.8. Afrique subsaharienne : croissance du PIB	24
1.9. Afrique subsaharienne : inflation.....	24
1.10. Afrique subsaharienne : soldes extérieurs courants.....	25
1.11. Afrique subsaharienne : perspectives de croissance.....	25
2.1. AfSS : la croissance diverge, sans être nécessairement décollée, de la croissance mondiale	28
2.2. Comparaisons internationales du PIB par habitant.....	28
2.3. AfSS : croissance du PIB par habitant, moyennes sur cinq ans	28
2.4. Fréquence des accélérations de la croissance en Afrique subsaharienne	28
2.5. Croissance du PIB réel par habitant en Afrique subsaharienne	29
2.6. Nombre de conflits en Afrique subsaharienne, 1989–2005.....	35
2.7. Croissance du PIB par habitant en Afrique subsaharienne après les conflits	35
2.8. Chocs sur les termes de l'échange	37
2.9. Investissements directs étrangers	37
2.10. Aide à l'Afrique subsaharienne	37
2.11. Aide et croissance en AfSS.....	38
2.12. Indicateurs macroéconomiques.....	39
2.13. Mesure de la surévaluation du taux de change.....	41
2.14. Ouverture et politique commerciale	41
2.15. Exportations de biens et de services en pourcentage du PIB.....	42
2.16. Industries de réseau et libéralisation financière en Afrique subsaharienne	42
2.17. Mesures EPIN des politiques structurelles et contraintes imposées au chef de l'exécutif.....	44
2.18. Institutions et gouvernance	45
2.19. Liens financiers.....	45
2.20. Investissement total et croissance	46
2.21. Taux de croissance.....	47
2.22. Réduction de la pauvreté	48
2.23. Croissance et inégalité	48
2.24. Indicateurs sociaux	49

Carte

1.1. AfSS : impact sur les soldes courants des variations des cours des produits de base en 2008.....	11
---	----

Sigles et acronymes

AfSS	Afrique subsaharienne
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
EPIN	Évaluation de la politique et des institutions nationales
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IDE	Investissement direct étranger
IPC	Indice des prix à la consommation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PCD	Pays à croissance durable
PCEF	Projet sur la croissance économique en Afrique
PEM	<i>Perspectives de l'économie mondiale</i>
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPTTE	Pays pauvres très endettés
PTF	Productivité totale des facteurs
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté du développement de l'Afrique australe
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- Dans les tableaux, un blanc indique que la rubrique correspondante est en l'occurrence «sans objet», (...) indique que les données ne sont pas disponibles, et 0 ou 0,0 indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2005–06 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement; le signe / entre deux années (par exemple 2005/06) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Par «billion», il faut entendre mille milliards.
- Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

This page intentionally left blank

Principaux messages

Évolution en 2008 et perspectives pour 2009

Dans un environnement mondial de plus en plus défavorable, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait ralentir en 2008 et 2009 pour s'établir autour de 6 %, contre 6½ % en 2007. Dans le même temps, l'inflation devrait atteindre 12 % en 2008 et 10 % en 2009. Les projections de croissance sont légèrement en retrait et les projections d'inflation nettement plus élevées par rapport à l'édition d'avril du rapport sur les *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*, surtout en ce qui concerne l'année 2008.

Cette dégradation de la situation macroéconomique tient aux forces contraires que constituent l'envolée des prix des denrées alimentaires et des carburants, le ralentissement de la croissance mondiale et les turbulences financières dans le monde. Jusqu'à présent, les effets des turbulences financières semblent s'exercer de façon indirecte, par le biais du ralentissement de la croissance mondiale et de la volatilité des cours des produits de base. L'aggravation récente des turbulences accroît toutefois les risques d'une diminution des flux de ressources en direction de l'Afrique sous forme de capitaux privés, d'envois de fonds des travailleurs émigrés et même d'aide publique au développement.

La flambée des cours des produits de base a poussé à la hausse l'inflation et les déficits extérieurs courants. En outre, le soutien des bailleurs de fonds n'a pas augmenté suffisamment pour couvrir le surcoût des importations dû à l'envolée des cours, obligeant les pays à opérer l'ajustement avec leurs ressources intérieures. Les réserves de change ont assez bien résisté au choc jusqu'à présent, mais on ne saurait s'attendre à ce qu'elles permettent d'absorber les conséquences à long terme de la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie. Ces préoccupations restent d'actualité malgré le reflux récent des cours du pétrole et, dans une moindre mesure, des prix alimentaires. Les cours des produits alimentaires et énergétiques demeurent très largement supérieurs à leurs niveaux de 2007, l'ajustement à cette hausse ne semble pas s'être complètement opéré, et il est possible que de fortes tensions inflationnistes subsistent dans de nombreux pays.

Les décideurs sont confrontés à trois enjeux : gérer l'ajustement à l'envolée des cours des produits alimentaires et énergétiques, préserver la stabilité économique et protéger les plus pauvres. Il est nécessaire de répercuter à terme la hausse des cours des denrées alimentaires et des carburants sur l'économie afin d'encourager l'ajustement. Étant donné que l'alimentation représente une grande partie des dépenses des ménages, la perte de pouvoir d'achat des pauvres qui en résulte est extrêmement préoccupante. Pour protéger les moins fortunés, les autorités ont en général eu tendance jusqu'à présent à abaisser les taxes et les droits de douane sur les carburants et les denrées alimentaires et à augmenter les subventions pour ces produits. Or, non seulement ces mesures ont en général bénéficié à un segment plus large de la population et, par conséquent, n'ont guère profité aux pauvres, mais elles sont aussi, à terme, coûteuses pour le budget de l'État. Les mesures visant à amortir l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants sur les pauvres doivent donc être mieux ciblées et aussi mieux soutenues par les bailleurs de fonds. Les pays exportateurs de pétrole sont, pour leur part, confrontés à la tâche particulièrement délicate d'utiliser de façon avisée leurs recettes pétrolières en tenant compte de la capacité d'absorption de l'économie.

Un certain nombre de gouvernements ont peut-être «perdu pied» dans la lutte contre l'inflation. L'accélération de l'inflation tient non seulement à la flambée des cours du pétrole et des denrées alimentaires, mais aussi aux pressions de la demande dans certains pays. Par conséquent, dans beaucoup d'entre eux, il faudra sans doute durcir la politique monétaire pour préserver la stabilité des prix et la viabilité extérieure. Un resserrement budgétaire devrait appuyer cet effort, surtout lorsque les choix de politique monétaire sont limités par le régime de change et que les pressions budgétaires ont contribué à accroître l'inflation.

Des risques sans précédent pèsent sur les perspectives économiques de la région, et la vigueur de la croissance et de la stabilité macroéconomique du continent est mise à l'épreuve. Plus que jamais, les pays doivent être prêts à réagir rapidement aux chocs exogènes inattendus. La tâche est particulièrement difficile pour les pays qui subissent les effets inflationnistes du renchérissement des importations, la dégradation de leurs termes de l'échange ainsi que la diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés et des flux de capitaux privés; dans ce contexte, un manquement de l'aide serait une épreuve supplémentaire difficile à surmonter. De façon plus générale, la volatilité récente nous rappelle avec force que les pays jouissant d'une situation favorable devraient constituer des réserves de change suffisantes pour amortir les chocs éventuels.

Décollage de la croissance

La phase de volatilité actuelle intervient alors que, pour la première fois depuis les années 70, un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne affichent des taux de croissance élevés de leur revenu par habitant. Il est crucial de maintenir ce rythme de croissance rapide et même de l'accélérer — et de l'étendre aux pays à faible croissance — pour que la région parvienne à son objectif économique primordial, qui est de relever le niveau de vie et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le chapitre II présente une analyse du décollage économique en cours, et il en ressort cinq grandes conclusions :

- *L'Afrique subsaharienne connaît un décollage économique remarquable depuis le milieu des années 90. Les taux de croissance moyens sont proches de ceux des autres pays en développement et l'expansion actuelle de la région est, à certains égards, plus durable que dans toute période antérieure de l'après-guerre. Rien n'indique qu'il existe une trappe de pauvreté inextricable. Les pays les plus dynamiques constituent un groupe hétérogène où l'on retrouve des pays riches en ressources naturelles et enclavés aussi bien que des pays dotés de peu de ressources naturelles et dont les termes de l'échange ne se sont pas sensiblement améliorés.*
- *Les pays à croissance durable ont bien assimilé les règles de base et évité les graves erreurs de politique économique. La plupart d'entre eux jouissent d'une stabilité macroéconomique, avec une inflation stable et faible ainsi qu'une dette soutenable, ont mené des politiques économiques saines et ont renforcé leurs institutions.*
- *Les succès récents de l'Afrique montrent également que les États doivent jouer un rôle dynamique, mais qu'il n'y a pas de recette simple pour assurer une croissance élevée. Les pays doivent adopter des politiques qui leur permettent de tirer parti de la conjoncture internationale, de préserver la stabilité macroéconomique, de promouvoir des investissements publics et privés efficaces, et de faire en sorte que tout le monde profite de la croissance, ce qui signifie progresser sur le front de la santé, de l'éducation, des autres domaines relevant des OMD ainsi que du revenu. Évoluer*

